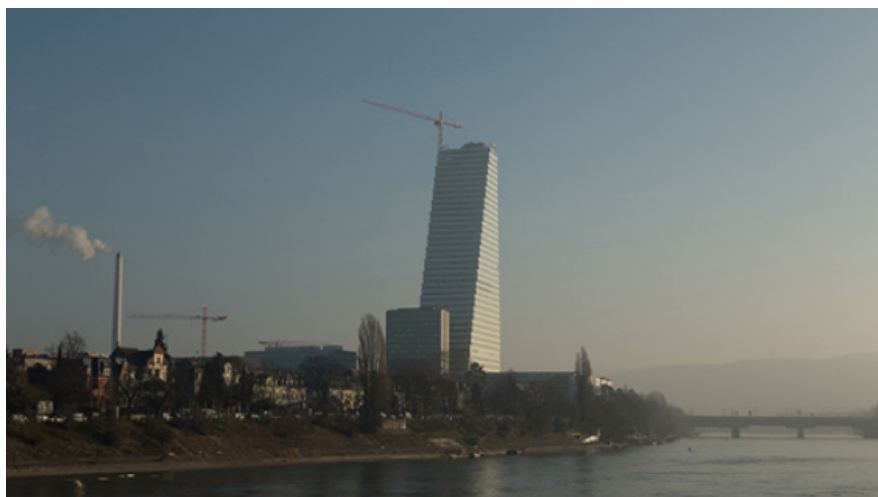




Nouvelle politique migratoire : les entreprises s'attendent à un recul des investissements

L'évolution de l'emploi et des investissements en Suisse dépend de la mise en œuvre de l'initiative « Contre l'immigration de masse », tel est le résultat d'une enquête menée auprès des membres d'economiesuisse. Environ 60 % des entreprises indiquent préparer des solutions alternatives. Si la Suisse et l'UE ne parviennent pas à un accord sur la libre circulation des personnes, cela peut avoir des conséquences considérables pour la place économique suisse.

Dans le cadre de la consultation relative à la mise en œuvre de l'initiative « Contre l'immigration de masse », economiesuisse a réalisé, en collaboration avec Credit Suisse et UBS, une enquête auprès de ses membres. Les entreprises et organisations ayant participé à l'enquête représentent quelque 7000 entreprises et plus de 120 000 emplois. D'une manière générale, les entreprises ont une opinion très positive des accords bilatéraux. Environ 90 % des entreprises estiment qu'au moins un des sept accords bilatéraux est important pour leurs activités. L'accord sur la libre circulation des personnes est toujours considéré comme le plus positif, par près de 80 % des sondés. On mesure bien combien la situation actuelle, après le vote du 9 février 2014, est délicate puisque l'enjeu est précisément la disparition ou le maintien de cet accord. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que quelque 60 % des personnes interrogées préparent une solution alternative depuis l'acceptation de l'initiative « Contre l'immigration de masse ». Il est toutefois réjouissant qu'aucune des entreprises interrogées ne prévoit, pour l'instant, de quitter la Suisse et que la confiance dans la capacité de la politique à trouver une solution est intacte.

De longs délais d'attente seraient particulièrement dommageables

L'enquête montre clairement que les entreprises s'attendent à des conséquences très négatives dans l'éventualité d'une mise en œuvre rigide du nouvel article. Un quart des sondés environ estime que la mise en œuvre d'un dispositif de ce type entraînerait une contraction de l'emploi. De plus, la moitié des entreprises et organisations ayant répondu à l'enquête s'attend à une baisse des investissements pouvant aller jusqu'à 15 % et un tiers attend une baisse supérieure à 15 %.

L'évaluation des perspectives générales de la place économique suisse est donc plutôt pessimiste. Un sondé sur cinq pense que la Suisse, en tant que place économique, sera fortement fragilisée à long terme. Les entreprises interrogées espèrent que la mise en œuvre de l'initiative « Contre l'immigration de masse », se fera sur une base peu bureaucratique et compatible avec les besoins de l'économie.

L'allongement du processus d'embauche est le plus redouté. S'il dépasse trois mois, plus de 70 % des entreprises ayant participé à l'enquête s'attendent à des suppressions de postes. À supposer que l'entreprise ne trouve pas de candidat adéquat pour pourvoir un poste en l'espace de six mois, quelque 38 % des entreprises s'attendent à plus de 15 % de suppressions de postes. Les prochains mois et les décisions de politique européenne qui seront prises seront décisifs pour les entreprises, la prospérité et les individus en Suisse. Il n'y a pas de place pour des expérimentations. economiesuisse s'engage en faveur d'une mise en œuvre pragmatique de l'initiative « Contre l'immigration de masse », qui maintienne et poursuive la voie bilatérale.

[Voir le dossier de presse](#)